

Nouvelles locales du mardi 23 août 2011

@rib News, 23/08/2011 Société - Le Conseil national de sécurité du Burundi, sous la présidence de Pierre Nkurunziza s   insurge contre les propos tenus ces derniers jours par certains médias burundais, des propos qui semblent encourager les violences au Burundi. Selon le ministre de la Défense et des anciens combattants, General Gacyubwenge, même les membres de la société civile et des politiciens de l   opposition sont accusés de tenir des propos qui encouragent les violences au Burundi. [Isanganiro/Rtnb/Bonesha]

- Les déclarations du ministre Gacyubwenge au nom du Conseil national de sécurité ont révolté les membres des organisations de la société civile, les médias et les partis de l   opposition, surtout ceux de l   Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri). Le Délégué général du FORSC, Pacifique Ninahazwe, s   est montré préoccupé déclarations accusant les médias, la société civile et les opposants politiques d    tre    la source des troubles dans le pays. Selon Ninahazwe, le pouvoir semble ne pas faire une différence entre les opposants politiques et les partis de l   opposition.      Nous ne cherchons pas de intérêts politiques       a souligné le délégué général du Forc F du Burundi. Ninahazwe. [Rtr/Bonesha/Rpa/Isanganiro]- Selon le président de l   Union Nationale des Journalistes (UBJ) Alexandre Niyungeko, les conditions de travail des journalistes ne vont pas changer    cause des accusations gratuites du Conseil national de sécurité du Burundi. Cependant, il souligne que     il y a certaines fautes mais qui ne sont pas    mesure de porter préjudice au fonctionnement des médias. Il d  ploire que malgré les efforts des journalistes    faire respecter les droits de l   homme, les gens continuent    mourir mais les journalistes sont accusés    tort et    travers par le Conseil de sécurité de faire des instigations    la haine. [Isanganiro]- Le porte-parole de l   ADC-Ikibiri tire de son c   t   la sonnette. Chovineau Mugwengezo trouve que le Conseil national de sécurité n   est pas    mesure de gérer les choses de ce pays suite    une raison qu     il n   a pas évoqué. Il d  ploire que ces derniers jours le Conseil de sécurité est resté muet alors que les partis de l   opposition et de la société civile sont menacés pour leurs idées. [Isanganiro] Société/Justice- Le maire de la ville Evrard Giswaswa a promis de traduire devant la justice le président de l   Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les malversations Economiques (Olucome) Gabriel Rufyiri pour diffamation, a-t-il souligné sur les ondes de l   une des stations de Bujumbura. Me Evrard Giswaswa s   est dit choqué par les propos tenus par le président de l   Olucome, Gabriel Rufyiri l   accusant d   avoir transféré ces titres    son enfant de moins de 6 ans et souligne qu     il n   a jamais fait de telles choses.- Selon Giswaswa, aucune loi burundaise n   interdit le transfert des titres de propriétés    son enfant. Le président de l   Olucome est per  su, par le maire, comme quelqu     un qui ment afin de trouver des fonds pour le fonctionnement de son organisation. Gabriel Rufyiri avait souligné ce dimanche, en marge d   une réunion des représentants de l   Olucome dans tout le pays, que certains agents de l   administration et les hauts cadres du pays sont directement impliqués dans des affaires de malversations économiques. Les membres de l   Olucome avaient aussi menacé d   organiser dans les prochains jours une marche-manifestation contre la vie chère au Burundi. [Isanganiro/Rpa]- Les magistrats burundais ont lancé un préavis de grève pour réclamer la liberté dans leur métier et l   actualisation des textes de ce corps. Selon Kabera, président du syndicat des magistrats du Burundi, les lois régissant le corps juridique du Burundi sont vieilles et doivent être revues bien que le gouvernement semble s   y opposer. [Bonesha]